

Intervenció sobre la Francofonia i el desenvolupament sostenible: les solidaritats francòfones de cara als grans reptes (seguretat alimentària, canvi climàtic, diversitat biològica...)

Versió 24-10-10

Merci Madame la Présidente,

Je vais commencer en empruntant les mots d'un éditorialiste suisse qui, ce mercredi, dans Le Temps, disait : « Il y a de l'énergie, une fierté renouvelée, à se frotter à la francophonie élargie, celle qui partage, qui tente de construire. Non pas contre le reste de la planète, mais pleinement dans ce monde. »

Effectivement le message que nous avons retenu de la Réunion de Haut Niveau sur les Objectifs du millénaire pour le développement qui s'est tenue à New York est clair et net: nous devons renforcer la lutte contre la pauvreté et redoubler les efforts pour réaliser les Objectifs du Millénaire.

En espérant tenir la promesse de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, nous nous devons de promouvoir la concertation et la solidarité francophones.

Plus de 1000 millions de personnes souffrent de malnutrition et de pauvreté. Les conséquences de la crise alimentaire, environnementale et économique ont aggravé la situation des populations les plus fragiles.

Au Sommet Mondial sur la Sécurité Alimentaire, tenu à Rome en novembre dernier, nous avons décidé d'adopter des mesures en vue de réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes souffrant de la malnutrition et de la faim pour atteindre le premier Objectif du Millénaire pour le développement.

Pour ce faire, il faut aussi préserver l'environnement et nous devons nous engager davantage dans la lutte contre le changement climatique, phénomène qui met en danger les populations les plus pauvres, modifie l'accès à l'eau, aggrave la malnutrition et incite à la violence.

L'Andorre mène à terme des actions en vue de lutter contre le changement climatique, en particulier, en matière de gestion de l'énergie. Le Gouvernement d'Andorre vient d'approuver le 1^{er} octobre 2010 la ratification de la *Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique*.

Enfin, le Gouvernement andorran a apporté en 2009 une contribution volontaire au projet pilote lancé par la Fondation Albert II de Monaco et l'OIF intitulé « L'initiative francophone pour l'eau » et estime que sa collaboration en faveur de ce projet a été positive.

Je vous remercie